



Le front populaire en France : cours de Terminale et exercices corrigés

Révisé le Front populaire : leçon en trois temps, chronologie, exercices progressifs, correction détaillée et PDF à imprimer pour la Terminale.

histoire-géographie lycée

Terminale

Le Front populaire est une coalition de gauche qui réunit la SFIO, le Parti communiste français et le Parti radical, et remporte les élections législatives de 1936. Née après les manifestations des ligues du 6 février 1934, elle porte Léon Blum à la tête du gouvernement en juin 1936.

Un élève qui date la pause de Blum en 1936 ou confond accords Matignon et lois de juin perd des points sur un chapitre qu'il maîtrise à moitié. Ingénieur reconverti, je me demande ce qui rapporte le plus par minute de révision. Ici, une grille en trois temps suffit : causes, réformes, essoufflement.

Niveau visé : Terminale. Cette fiche de révision replace le Front populaire dans l'étude des démocraties face à la crise de l'entre-deux-guerres. Vérifiez dans la progression de votre classe et dans votre manuel comment ce thème y est traité.

Le Front populaire en une définition : qui, quand, pourquoi

Le Front populaire rassemble les socialistes (SFIO), les communistes (PCF) et les radicaux, et remporte les élections législatives de 1936. Il porte **Léon Blum**, chef de la SFIO, à la présidence du Conseil en juin 1936. Les radicaux fournissent l'appoint parlementaire, les communistes soutiennent sans entrer au gouvernement. Qui dirige ? Blum. Qui participe ? SFIO, PCF, Parti radical. Quand ? Victoire en 1936, construction dès 1934.

Le mécanisme se lit comme une chaîne de causes. La crise économique touche la France en **1931**, plus tard que ses voisins, et grignote le pouvoir d'achat. Le **6 février 1934**, les **ligues d'extrême droite** manifestent devant le Palais-Bourbon et la *IIIe République* vacille. La gauche, divisée jusque-là, comprend que l'union est une question de survie et signe le programme du **Rassemblement populaire**. Nuance : cette unité est de circonstance, pas idéologique. Radicaux et communistes ne veulent pas la même société, et cette fragilité pèsera sur la suite.

Mai-juin 1936 : grèves, accords Matignon et lois sociales

Voici l'erreur qui coûte des points : **les accords Matignon ne sont pas des lois**. Ce sont des accords négociés entre le patronat et la CGT sous l'égide de Léon Blum, alors que les lois de juin sont adoptées par la Chambre des députés puis le Sénat, c'est-à-dire par le *Parlement*. Écrire « Blum fait voter les accords Matignon » signale un cours mal digéré.

La séquence tient en quatre temps. La victoire électorale précède les grèves, qui démarrent le **11 mai 1936** et deviennent des **occupations d'usines** avant même l'entrée en fonction du gouvernement. Blum réunit ensuite patronat et syndicats à Matignon : la **liberté syndicale** est réaffirmée, des délégués du personnel sont institués, les salaires augmentent. Les syndicats existaient légalement bien avant 1936 : Matignon confirme et organise, il ne crée pas. Enfin, le Parlement vote en juin les lois qui fixent dans le droit ce que la négociation a esquissé, notamment les **congés payés** et les conventions collectives.

Un bon correcteur valorise aussi la dimension culturelle. Le **14 juillet 1936**, la grande manifestation du Front populaire illustre une politique festive et collective. Je ne cite aucune source précise : vérifiez la date et son interprétation dans votre manuel.



De la pause de Blum à la fin de la coalition

Février 1937, et non 1936 : c'est là que **Léon Blum** annonce une « **pause** » dans les réformes. Le gouvernement se heurte aux limites économiques de ses mesures et aux divisions de sa majorité. En juin 1937, le premier cabinet Blum tombe.

La suite se retient comme un relais de gouvernements, chacun un cran plus loin de l'élan initial : les gouvernements **Chautemps** (juin 1937-mars 1938), un second cabinet Blum qui échoue vite (mars-avril 1938), puis le début du gouvernement **Daladier** (avril 1938). Ce dernier enterre de fait le Front populaire à la fin de 1938. Parler de chute brutale serait inexact : c'est une érosion par étapes.

Le correcteur attend un **bilan nuancé**. D'un côté, des acquis durables : liberté syndicale confortée, délégués du personnel, congés payés, place nouvelle des ouvriers. De l'autre, des limites économiques et une gauche divisée, sur fond de tensions internationales. Un verdict tranché (« échec » ou « réussite ») fait perdre des points. Distinguez le court terme, politique, et le long terme, social.

Repères chronologiques à mémoriser pour l'épreuve

Date	Événement	Ce qu'il faut savoir
1931	La crise touche la France	Le pouvoir d'achat recule, terreau du mécontentement.
6 février 1934	Manifestations des ligues d'extrême droite	Elles poussent la gauche divisée à s'unir.
1936	Victoire électorale du Front populaire	SFIO, PCF et radicaux l'emportent, Blum dirige le gouvernement.
11 mai 1936	Début des grèves	Occupations d'usines, avant même la formation du cabinet.
14 juillet 1936	Grande manifestation du Front populaire	Dimension festive et culturelle, date à vérifier dans le manuel.
Février 1937	Pause de Blum	Arrêt annoncé des réformes, à ne pas dater de 1936.
Juin 1937	Chute du cabinet Blum	Début des gouvernements Chautemps.
Mars-avril 1938	Second cabinet Blum	Bref échec, avant Daladier.
Avril 1938	Début du gouvernement Daladier	Il enterre de fait le Front populaire à la fin de 1938.

Ces dates servent d'ossature, pas de récitation. En **composition**, elles fixent le plan en trois temps. En **étude critique de document**, elles situent la source avant de l'analyser : un texte de juin 1936 et un texte de 1938 ne disent pas la même chose. L'erreur classique reste de réduire le Front populaire à **1936**, alors qu'il se construit dès 1934.

Retenez la grille : causes (crise, ligues, rapprochement de la gauche), réformes (accords Matignon, lois de juin 1936), essoufflement (pause de Blum, chute du gouvernement). Recopiez la chronologie de mémoire, puis refaites les exercices sans le cours.

Qui dirige le Front populaire en 1936 ?

Léon Blum, chef de la SFIO, dirige le gouvernement à partir de juin 1936. Il préside le Conseil, entouré de socialistes et de radicaux, tandis que les communistes soutiennent la majorité sans participer au cabinet.

Qui participe au Front populaire ?

La coalition rassemble les socialistes de la SFIO, les communistes du PCF et les radicaux du Parti radical. Elle s'appuie sur le programme du Rassemblement populaire, né en réaction aux manifestations des ligues d'extrême droite du 6 février 1934.

Quelles réponses à la crise économique et sociale les accords Matignon apportent-ils ?

Négociés entre patronat et syndicats, les accords Matignon apaisent la vague de grèves en réaffirmant la liberté syndicale, en instituant des délégués du personnel et en accordant des hausses de salaires. Ils se distinguent des lois de juin, votées ensuite par le Parlement, comme les congés payés.

Que s'est-il passé en France en 1936 ?

La gauche unie remporte les élections législatives, des grèves avec occupations d'usines éclatent à partir du 11 mai, et Léon Blum forme son gouvernement. Les accords Matignon puis les lois sociales de juin suivent, avec la grande manifestation du Front populaire le 14 juillet.

À jour au 25 septembre 2026

[Continue sur hglycee.fr](https://hglycee.fr)

Hglycee - Document pédagogique